

---

## QUESTIONNAIRE ADRESSÉ AUX ÉTATS ET À LA SOCIÉTÉ CIVILE DANS LA PERSPECTIVE DE L'ÉLABORATION DU TOUR D'HORIZON ANNUEL DE L'ÉTAT DES DROITS DE LA PERSONNE DANS LE CONTINENT AMÉRICAIN

Selon l'article 59 du Règlement de la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH), au Chapitre IV de son Rapport annuel, la Commission inclut à la Section A "un panorama annuel sur la situation des droits humains dans le Continent découlant des travaux de suivi de la Commission, qui souligne les principales tendances, les principaux problèmes, défis, progrès et bonnes pratiques en ce qui a trait aux droits civils et politiques, et aux droits économiques, sociaux et culturels".

Le présent questionnaire a été conçu pour recueillir des informations émanées des États et de la société civile qui pourraient être prises en considération dans le cadre de l'élaboration du Chapitre IV.A du Rapport Annuel 2014 de la CIDH dans les domaines de l'insécurité des citoyens; des suites données aux recommandations de la CIDH, aux décisions de la Cour interaméricaine des droits de l'homme (Cour IDH), ainsi que de l'application des normes relatives aux droits de la personne du Système interaméricain; la discrimination pour motif d'origine ethnique et raciale; et aux migrants.

La Commission invite les États et la société civile à soumettre leurs réponses à ce questionnaire donnant les exemples plus emblématiques de questions qui reflètent des tendances ou obstacles structurels, ainsi comme les bonnes pratiques, au plus tard le **23 février 2015** à l'adresse suivante:

Commission interaméricaine des droits de l'homme  
Organisation des États Américains  
1889 "F" Street, NW  
Washington DC 20006  
[cidhdenuncias@oas.org](mailto:cidhdenuncias@oas.org)

Le sujet du message électronique doit être: **Consultation Chapitre IV.A.**

### **Insécurité des citoyens**

**1. Taux d'homicides** *Prière d'indiquer le taux annuel de meurtres par tranches de 100.000 personnes sur le territoire de votre pays au cours des cinq dernières années. Également, dans la mesure du possible, indiquer ces taux en tenant compte de différents aspects tels que l'âge, sexe, origine ethnique ou raciale, statut économique, les zones urbaines/rurales, ou toute autre catégorie disponible.*

**2. Protection accordée par les forces de sécurité à ceux qui reçoivent des menaces ou qui les dénoncent** *Prière de décrire le cadre existant de mesures de protection, y compris la procédure employée par les forces de sécurité de l'État pour demander et prendre des mesures en vue d'assurer la sécurité des personnes qui reçoivent et dénoncent les menaces et demandent une protection. Indiquer également toute initiative*

récente prise en réponse aux échecs passés du système et/ou pour améliorer ces mesures de protection, ainsi que toute initiative visant à accélérer la procédure pour formuler une demande de protection et pour y accéder.

**3. Assassinats, disparitions forcées, et recours à la brutalité par les forces de sécurité de l'État.**

*Prière de décrire le cadre actuel de la procédure pour enquêter sur les assassinats, les disparitions forcées et le recours à la brutalité par les forces de sécurité de l'État. Prière d'indiquer toutes initiatives récentes aux plans législatif, administratif et/ou opérationnel visant à améliorer ce cadre de façon à responsabiliser les auteurs des abus commis par les forces de sécurité de l'État.*

**4. Ciblage des opérateurs de justice et des membres des forces de sécurité par le crime organisé**

*Prière d'indiquer si les opérateurs de justice et les membres des forces de sécurité de l'État sont particulièrement vulnérables face aux attaques perpétrées par le crime organisé: prière d'indiquer également les mesures qui ont été récemment adoptées par l'État en réponse à ce problème. Indiquer également les cas des agents publics impliqués avec des narcotrafiquants et les mesures prises pour combattre ce problème. Indiquer en outre tous résultats positifs produits par les initiatives de l'État.*

**5. Contrôle des armes à feu et des munitions**

*Prière d'indiquer les cadres actuels de contrôle et de surveillance de la vente légale des armes à feu et des munitions aux privés. Prière d'indiquer également les cadres actuels de la lutte contre le transfert illégal d'armes lourdes et de munitions aux criminels. Indiquer toutes initiatives prises récemment qui pourraient exercer un effet adverse ou positif ou qui ont déjà affecté ces cadres.*

**6. Forces privées de sécurité**

*Prière d'indiquer le nombre de forces privées de sécurité opérant dans votre pays. Prière d'indiquer si l'État dispose de mécanismes pour contrôler les forces privées de sécurité opérant sur son territoire, et dans l'affirmative, prière de les décrire.*

**Suite données par l'État aux Recommandations de la Commission interaméricaine des droits de l'homme et aux Décisions de la Cour interaméricaine des droits de l'homme ainsi qu'à l'application des Normes des droits de la personne du Système interaméricain**

**7. Conditions de détention et violence dans les centres de détention.**

*Prière d'indiquer toutes initiatives récentes prises par votre pays pour améliorer les conditions de détention et pour préserver le bien-être physique et mental des détenus, y compris les adultes et les enfants, des centres de détention de l'État, afin de donner suite aux recommandations de la CIDH et aux décisions de la Cour-IDH, et pour appliquer les normes des droits de la personne du Système interaméricain. Indiquer également le nombre de personnes détenues dans le pays et son lieu de détention par âge et sexe pour les cinq dernières années.*

**8. Droit à la vérité et responsabilisation pour graves violations des droits de la personne**

*Prière d'indiquer les initiatives prises récemment par votre pays en réponse aux graves violations des droits de la personne commises dans le passé, et pour assurer la responsabilisation pour ces violations. Indiquer également les efforts réalisés pour rencontrer les victimes des disparitions forcées.*

**9. Juridiction militaire et violations des droits de la personne**

*Prière de décrire le cadre actuel et la compétence du système de justice militaire dans votre pays. Prière de décrire les initiatives prises récemment pour assurer que les violations des droits de la personne soient investiguées et fassent l'objet de poursuites conformément aux normes établies dans les traités du Système interaméricain des droits de la personne et aux*

recommandations de la Commission interaméricaine et aux décisions de la Cour interaméricaine des droits de l'homme.

**10. Exemples positifs de suivi** Prière de fournir des exemples de mesures prises pour donner suite aux recommandations de la CIDH qui se sont avérées efficaces pour la protection des droits de la personne à l'échelon national.

### **Justice : Discrimination pour motif d'origine ethnique et raciale**

**11. Lois, pratiques et décisions judiciaires qui touchent de façon disproportionnée des groupes d'une origine ethnique ou raciale spécifique.** Prière d'indiquer l'existence de toute loi, pratique administrative et/ou décision judiciaire qui affectent de façon disproportionnée la capacité des personnes ou populations d'une origine ethnique ou raciale spécifique quelconque de jouir de ses droits politiques, civils, sociaux, économiques et cultures auxquels ils ont droit.

**12. Politiques d'inclusion.** Prière d'indiquer toutes initiatives récentes prises pour promouvoir et protéger les droits des personnes qui ont subi de discrimination en raison de son origine ethnique ou raciale.

**13. Privation de la liberté des personnes d'une origine ethnique et raciale spécifique.** Prière d'indiquer si votre pays mène des études visant à déterminer si la privation de la liberté est une mesure qui affecte de façon disproportionnée ou qui est appliquée de façon disproportionnée à des personnes d'une origine ethnique et raciale spécifique. Prière d'indiquer le chiffre absolu de la population des prisons du pays par tranches de 100.000 personnes, et comparer ce chiffre avec le taux d'incarcération correspondant aux personnes de différentes ethnies ou races dans le pays.

**14. Assassinats par les forces de sécurité de l'État** Indiquer si votre pays recueille des données sur le nombre de personnes d'une origine ethnique et raciale spécifique qui sont tuées d'une manière légale et/ou illégale par les forces de sécurité de l'État. Dans l'affirmative, indique le processus et les critères employés pour déterminer si la mort de personne était légale, et indiquer également les chiffres absolus et relatifs des morts légales et illégales de ces personnes par rapport à la population en général. Si possible, désagréger l'information pour âge, sexe et zones urbaines ou rurales.

### **Migrants**

**15. Détention liée à l'immigration** Prière d'indiquer si l'État prive de leur liberté les personnes en situation migratoire irrégulière sur la base de ce statut et, dans l'affirmative, prière de décrire le cadre juridique justifiant leur détention (durée, droits, représentation légale, contrôle judiciaire, etc.). Prière d'indiquer si des mesures spéciales sont prises à l'égard des enfants, des femmes enceintes et les femmes allaitantes, les familles et d'autres groupes en situation de vulnérabilité. Décrire également l'état des centres et les conditions de détention où les migrants sont détenus.

**16. Procédures de détermination du statut de réfugié.** Prière de décrire les procédures de détermination du statut de réfugié en vigueur dans votre pays, le nombre de personnes arrivées dans le pays en 2014 et ayant demandé que leur soit accordé le statut de réfugié ou l'asile, et nombre de cas où l'État a accordé le statut de réfugié et/ou l'asile. Indiquer également toutes autres mesures telles que les visas humanitaires, adoptées par l'État pour protéger les migrants vulnérables arrivant dans votre pays.

**17. Morts de migrants et d'autres personnes pendant les déplacements humains le long des corridors de migration par terre et par mer.** *Indiquer s'il s'agit d'un problème auquel votre pays a dû faire face en 2014, et dans l'affirmative, le nombre de cas enregistrés en 2014. Indiquer également comment les enquêtes criminelles sur ces cas ont été menées, et le pourcentage de ces enquêtes au cours des cinq dernières années qui a débouché sur des poursuites et/ou des condamnations.*

**18. Droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels des migrants.** *Prière d'indiquer les mesures adoptées récemment et les initiatives prises en vue de promouvoir l'insertion des migrants dans leur nouvelle société, telles que l'accès aux programmes et avantages sociaux, et afin d'assurer la protection et le respect des droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels de ces migrants. Indiquer aussi le type de mécanismes de protection et de contrôle en vigueur pour assurer que les travailleurs migrants ne soient pas exploités ou soumis à des conditions de travail proches de l'esclavage,; qu'ils soient traités équitablement, et qu'ils soient payés aussi équitablement pour leur travail. Informer également s'il existe un mécanisme auquel les migrants peuvent avoir accès pour déposer une plainte au sujet de violations des droits de la personne.*